

**Les groupes de pression et  
la politique étrangère  
américaine : le cas de la  
Révolution algérienne**

**Pr. Mohammed MANAA**  
Department of Foreign  
Languages  
Badji Mokhtar- Annaba  
University

**Abstract:**

*This paper is a very short and illustrative study of the role played by some pressure groups in the shaping of the American foreign policy during the Algerian revolution. The Cold War ideology made the American foreign policy strongly tinged by its rigidly anti-communist views. This led to American plain support for its colonial power, France.*

*Nevertheless, as time passed, pressure groups in the United States itself challenged the government policy on Algeria, fortified by the recognition that the Algerians are waging a war for independence and self-determination. They even warned that the American backing of France's attempt to reassert its colonial control over Algeria would provide fertile soil for Communist subversion in all North Africa. The American public opinion long debated the government position, and all pressure groups tended to agree that the Algerians finally succeeded to make a breakthrough into the American foreign policymaking.*

---

**Introduction**

Il existe aux États-Unis un fait qui leur est particulier: un grand nombre de groupes de pression jouent un rôle important dans la formulation de la politique intérieure et extérieure du pays<sup>1</sup>. Le système politique et l'attitude du peuple fournissent un climat très favorable au développement de ces groupes<sup>2</sup>. On retrouve des groupes d'intérêts

---

<sup>1</sup> Bernard C. Cohen. The Influence of Non-Governmental Groups on Foreign Policy-Making. (Boston: World Peace Foundation, 1959), p. 8.

<sup>2</sup> Donald C. Blaisdell, "Pressure Groups, Foreign Policies, and International

économiques, ethniques, religieux, civiques, de femmes, de jeunes, et autres, dont la préoccupation majeure reste la défense des intérêts du citoyen et de la nation américaine. La formation de ces groupes se trouve généralement liée aux exigences des personnalités et aux pressions sociales<sup>3</sup>. Quoique la politique étrangère des États Unis reste du ressort du président américain et des services du Département d'État<sup>4</sup>, certains groupes et individus, bien informés sur le monde extérieur, arrivent à jouer un rôle considérable dans la formulation de cette politique à travers la mobilisation des secteurs d'opinion publique très influents. Une influence effective selon John Masland qui estime que les hommes politiques américains "are highly sensitive to public opinion"<sup>5</sup>. Le Président des États Unis, ultime responsable de la politique étrangère du pays, demeure lui-même "sensible aux interventions d'organisations et d'individus qui se croient qualifiés à annoncer eux-mêmes une politique ou à la dénoncer"<sup>6</sup>.

Cependant, l'influence des responsables américains dépend de la masse d'information reçue par les citoyens américains sur la lutte de libération du peuple algérien<sup>7</sup>, et du degré de l'impact que les événements émancipateurs en Algérie ont eu sur leur quiétude et leurs intérêts. Selon Serfaty le grand public reste indifférent à l'égard des questions de politique étrangère et ne sort de son indifférence que pour sombrer dans la panique, lorsque les forces- souvent étrangères - du Mal, de l'Injustice et de la Tyrannie semblent prendre le dessus sur les forces - généralement américaines, cela va sans dire- du Bien, de la Justice, et de la Liberté<sup>8</sup>.

---

Politics", The Annals, Vol. 319, September 1958, pp. 149-157.

<sup>3</sup> Ibid. p. 222

<sup>4</sup> Robert H. Cory, "The Role of Public Opinion in United States Policies toward the United Nations", International Organization, Vol. XI, N°.1, Winter 1957, pp.220-227.

<sup>5</sup> "Pressure Groups and American Foreign Policy Proceeding Pearl Harbor," Public Opinion Quarterly, Vol.16, N°.1, Spring 1942, p. 122.

<sup>6</sup> Simon Serfaty, La politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan: les années difficiles, (Paris : PUF, 1986), p. 12.

<sup>7</sup> Cory Jr., pp. 220-227.

<sup>8</sup> Serfaty, p. 14.

Le peuple américain hésite à soutenir une politique anticoloniale dans un pays aussi lointain que l'Algérie tant qu'il reste mal informé. Conscients de cet élément déterminant, certains groupes et organisations non gouvernementales, comme l'American Federation of Labor - le Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO), l'American Committee on Africa (ACOA), ont basé leurs stratégies sur des actions continues d'information et de persuasion de l'opinion publique sur la politique étrangère américaine envers les événements d'Algérie. De même, les actions menées par des membres du congrès et des intellectuels américains donneront une compréhension solide au peuple américain sur ce sujet, et développeront sa prise de conscience sur la politique anticolonialiste américaine en Afrique et en particulier en Algérie<sup>9</sup>.

Dans ce contexte la question algérienne se trouve confondue dans la politique générale de décolonisation africaine que tente de soutenir une opinion publique en formation. Le colonialisme en Afrique ne fait pas de distinction entre le Noir et l'Arabe. Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les luttes pour l'indépendance prennent forme à travers tout le continent africain. La nation américaine, victorieuse et puissante, assume un rôle plus prépondérant dans la sauvegarde de la sécurité et la paix dans le monde.

Des actions de ce genre restent cependant lentes à se dessiner dans le contexte d'après-guerre, quoique le peuple américain soit traditionnellement anticolonialiste<sup>10</sup>. Les Américains manquent seulement d'information sur la situation en Afrique, en Asie et ailleurs. Ils considèrent d'ailleurs le continent africain, jusqu'à un temps très proche, comme un seul et unique pays (patrie des noirs d'où tous les Africains seraient noirs), ignorant ses complexités ethniques et religieuses. Il est très "difficile" pour le peuple américain, opposé à toute concession devant la politique d'un "expansionnisme agressif et ambitieux" de l'URSS<sup>11</sup>, de différencier entre les actions des mouvements

---

<sup>9</sup> Les organisations non gouvernementales (ONG) sont reconnues par les Nations Unies comme ayant des buts et des objectifs identiques avec ceux des Nations Unies; leur désir de paix et leur conviction dans les principes de coopération internationale sont conformes à la Charte des Nations Unies.

<sup>10</sup> George M. Houser, "What Americans Know About Africa", Africa Today, Vol.2, N°. 1, March-April 1955, p.15

<sup>11</sup> Arthur A. E Kirch Jr., Ideas, Ideals, and American Diplomacy: A History of

d'indépendance (jugés prématurés) en Afrique et l'enjeu de la guerre froide. Ajoutons à cela la perception américaine préétablie d'un continent africain habité par des peuples primitifs<sup>12</sup> et violents que les Européens ont initié à leur civilisation et à leur civisme<sup>13</sup>. Cette conception d'un colonialisme positif ne favorise nullement l'idée de s'intéresser aux revendications émancipatrices de ces peuples.

### Groupes organisés et activités d'information et de soutien

Contrairement à ce qu'une partie du peuple américain croit, le nationalisme africain tire sa genèse d'un contexte autre que celui de la guerre froide. La Première Guerre mondiale a été un élément déterminant dans la prise de conscience des peuples africains :

With 600 000 Africans fighting in the trenches with the allies and an equal number in arms in various parts of Africa under governments who have taken over the continent, it can never be hoped to again make the African a docile creature, to be dumb driven like a brute, which his oppressors have been 100 years or more in the making<sup>i</sup>.

La Deuxième Guerre mondiale a été elle aussi un catalyseur des mouvements de libération en Afrique. Quelques 250 000 soldats africains ont participé à cette guerre pour la défense de la France et de la Grande-Bretagne. Dans le cas des Nord-africains, leur sacrifice devait pousser la France à accepter l'indépendance des pays du Maghreb à la fin des hostilités<sup>14</sup>. Une perspective bien différente de celle de certains de leurs voisins du sud qui songent plutôt à court terme à une forme d'assimilation et d'égalité notamment pour les élites. Dans un cas comme

---

*their Growth and Interaction.* (New York: Appleton-Century-Crofts, 1966), p. 175.

<sup>12</sup> Thomas J. Noer, "Non-Benign Neglect: The United States and Black Africa in the Twentieth Century", *American Foreign relations: A Historiographical Review*, Gerald K. Haines and al., (Westport/Connecticut: Greenwood Press, 1981), pp. 287-88.

<sup>13</sup> Même les Africains américains avaient continué à percevoir l'Afrique comme un continent sauvage, habité par des tribus qui ne sont pas encore entièrement civilisées. Voir Houser, "What Americans Know About Africa", p. 14.

<sup>14</sup> Mahoney, p.3.

dans un autre, la revendication de la justice sociale et l'émancipation de l'individu prévalent.

Dès 1945, les peuples et les étudiants africains rappellent aux puissances coloniales et aux États-Unis leur promesse de mener à bien la déclaration faite durant la guerre de "respecter le droit des peuples à choisir la forme des gouvernements sous laquelle ils allaient vivre"<sup>15</sup>. Les proclamations des indépendances entre 1956 et 1958, de la Tunisie, du Maroc, du Soudan et de la Guinée, suivies par celles d'autres pays, ont obligé les États-Unis à réajuster leurs relations avec l'Afrique. Devant le fait accompli et la détermination des nationalistes africains à se débarrasser du colonialisme, Washington accepte progressivement le changement et reconnaît de jure les nouveaux États indépendants africains<sup>16</sup>.

La participation, peu convaincante des groupes d'intérêts noirs dans la formulation d'une politique étrangère américaine n'est cependant pas un élément référentiel de l'état de l'opinion publique américaine sur la question coloniale en Afrique. Les services publics du Département d'État notamment le Foreign Relations Council, créé le 24 juillet 1947, et ce conformément à l'article 71 de la charte de l'ONU sur la participation et la consultation des Organisations Non Gouvernementales<sup>17</sup>, explore systématiquement cette opinion à travers les points de vue et positions de plusieurs autres groupes d'intérêts, et à travers les écrits de la presse américaine.

Les syndicats américains, notamment l'American Federation of Labor (AFL) et le Congress of Industrial Organisations (CIO), avant et après 1955<sup>18</sup>, deviennent un partenaire actif du gouvernement dans les

---

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> Rupert Emerson and Martin Kilson, "The American Dilemma in a Changing World: The Rise of Africa and the Negro American", Daedalus, Vol. 94, fall 1965, p. 1062.

<sup>17</sup> Les différents comités et commissions du Conseil Socio-économique de l'ONU prennent acte des suggestions des organisations non gouvernementales. Chaque organisation désigne son représentant au titre d'observateur avec le droit de participer aux travaux des sessions publiques du Conseil. Voir Jacobson, "Labor, the U.N. and the Cold War", International Organization, pp. 55-67.

<sup>18</sup> La fusion entre l'AFL et le CIO a eu lieu le 9 février 1955. La nouvelle

affaires étrangères. Quoique considérés par les noirs américains comme étant discriminatoires<sup>19</sup>, ils soutiennent activement les peuples africains dans leur lutte de libération. Les conflits fréquents entre la NAACP et le AFL-CIO ont leurs racines enfoncées dans les relations historiques entre les syndicats américains et les ouvriers noirs, désignés comme des briseurs de grèves. La discrimination raciale des syndicats s'était répandue à travers tout le territoire américain, ce qui a donné lieu à l'apparition d'une philosophie antisyndicale, prônée par des leaders noirs tel que Booker T. Washington, engendrant de profondes divergences<sup>20</sup>.

Selon Simeon Larson, la position de l' AFL-CIO sur la politique étrangère américaine prend ses racines dans la Première Guerre mondiale<sup>21</sup>. Dès le début de la guerre froide, l'AFL-CIO, s'oppose aux régimes totalitaires dans le monde et prend part à la lutte anticomuniste aux côtés du gouvernement américain. Cependant, fidèles à leurs idéologies égalitaires et humanitaires, les deux centrales syndicales assument séparément et ensemble la défense de la décolonisation des territoires et l'émancipation des peuples. Le syndicalisme américain se veut le champion dans la défense de la démocratie et de l'indépendance. Lors de la convention de 1933, l'AFL passe une résolution qui stipule que :

It must be clearly understood that the American Federation of Labor stands firmly for the principle of self-determination on the part of

---

organisation rassemble un nombre total d'adhérents de 18 500 000. Le président de l'AFL, George Meany fut élu comme premier président. Voir Jeffrey Harrod, Trade Union Foreign Policy: A Study of British and American Trade Union Activities in Jamaica, (London: Mac Millan, 1972), p. 74. Le texte intégral de l'accord de fusion est publié in Monthly Labor Review, Lawrence A. Klein (Éditeur), Vol.78, N°.4, April 1955, pp. 428-431.

<sup>19</sup> Les ouvriers noirs américains avaient leurs propres syndicats et organisations tel que le (NALC), "Negro-American Labor Council".

<sup>20</sup> Ray Marshall, "Ethnic and Economic Minorities: Union's Future or Unrecruitable?" The Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol.350, November 1963, pp.63-73.

<sup>21</sup> Simeon Larson, Labor and Foreign Policy: Gompers, the AFL, and the First World War, 1914-1918, (London: Associated University Presses Inc., 1975), p. 32.

the people in each country in their choice and support of governmental systems within the borders of their own lands<sup>22</sup>.

Ce sont deux aspects qui deviennent évidents dans le développement de la politique étrangère de l'AFL. Pourtant, les affaires extérieures ne suscitent l'intérêt de l'AFL que si elles ont un impact direct sur le mouvement ouvrier. Le désir de promouvoir le système politique américain dans le monde dominera également la conception de l'action extérieure. Après la Deuxième Guerre mondiale, la volonté de propager l'idéologie politique américaine s'ajoute aux autres objectifs. Dans leur soutien aux pays sous-développés, les responsables du mouvement ouvrier accordent un intérêt particulier à l'endigement du communisme. À partir de 1955, l'AFL-CIO définit clairement cette politique:

Undeveloped and underdeveloped continents and regions where many hundreds of millions nurse their grievances and their hopes constitute a fertile field for communist operations. In dealing with rudimentary human problems the world over, we must be concerned primarily with two immediate needs - the need for food, health and irrigation in the under-developed countries and the burning desire for independence and equality. By ministering to such fundamental needs we will be on firmer ground as we seek to win new adherents to the free world<sup>23</sup>.

La constitution de l'AFL-CIO, élaborée au cours de la même année, disait, "We pledge ourselves [...] to the strengthening and extension of our way of life and the fundamental freedoms which are the basis of our democratic society and to give constructive aid in promoting the cause of peace and freedom in the world<sup>24</sup>".

À partir du début de la guerre froide, le mouvement syndical américain apporte un large soutien à la politique étrangère américaine,

---

<sup>22</sup> Harrod, Trade Union Foreign Policy, p. 118.

<sup>23</sup> Ibid. p. 123.

<sup>24</sup> Harrod, Trade Union Foreign Policy, p. 49.

axée sur la protection de la survie nationale et la liberté du peuple américain<sup>25</sup>. L'AFL CIO "considers it a duty to help the United States meet its heavy world responsibilities at this critical juncture of history when the communist threat to democracy is so acute"<sup>26</sup>. Cependant, les deux principales organisations syndicales ne partagent pas le même point de vue avec le gouvernement sur certaines questions, et plus particulièrement sur la décolonisation rapide des territoires coloniaux en Afrique, en Asie et au Moyen Orient. "The American Unions were not arms of the State Department", soutient Walter Reuther du CIO<sup>27</sup>. La centrale syndicale de l'AFL CIO s'intéresse moins à l'idée du gouvernement de préserver les alliances politiques et militaires avec les pays d'Europe occidentale et exige plus tôt une plus grande pression sur ses alliés pour mettre fin à leur politique colonialiste<sup>28</sup>.

À cet effet, l'AFL-CIO utilise le forum de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), créé à Londres en 1949<sup>29</sup>, pour proclamer son soutien à la liberté des mouvements syndicaux et aux peuples colonisés dans leur lutte pour l'indépendance. L'AFL considère l'Afrique du Nord comme faisant partie du conflit entre le monde sous domination communiste et le monde libre, où les syndicats libres jouent un rôle important dans la défense de sa liberté<sup>30</sup>. De même les syndicats libres dans l'Europe occidentale sont conviés à entreprendre des démarches auprès de leur gouvernement pour mettre fin à la colonisation<sup>31</sup>. La Confédération Internationale soutient de son côté "le droit de tous les peuples à l'indépendance nationale complète et

<sup>25</sup> John Wind Muller, "Labor: A Partner in American Foreign Policy?" The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences, Vol.350, November 1963, pp.104-114.

<sup>26</sup> "AFL CIO Work is World Wide," New York Times, November 17, 1963, Section 2 (Speech Advertisement Supplement for the AFL-CIO), p. 7.

<sup>27</sup> Harrod, p. 50.

<sup>28</sup> Ibid.

<sup>29</sup> Jacobson, pp. 55-67.

<sup>30</sup> Irving Brown, "Importance du syndicalisme tunisien", Preuves, N°25, mars 1953, pp.57-61.

<sup>31</sup> John Wind Muller, "Labor: A Partner in American Foreign Policy?" pp. 104-114.



l'autonomie gouvernementale<sup>32</sup>". George Meany affirme que les syndicats organisés américains continuent leurs efforts pour convaincre le gouvernement d'utiliser toute son influence contre le colonialisme. Dans sa politique de défense des droits et libertés des syndicats, l'AFL-CIO fait appel au soutien du peuple américain.

Les colonies françaises d'Afrique du Nord et les possessions britanniques au sud du Sahara surtout la Côte-d'Ivoire, le Nigéria et le Kenya ont accaparé, comme ce fut le cas pour Chypre et l'Indochine, les efforts des syndicats américains qui entretiennent de bonnes relations et assistent les mouvements d'indépendance nationale en Tunisie, au Maroc et en Algérie<sup>33</sup>. Le soutien des ouvriers américains, manifesté à travers l'AFL-CIO, gêne dans une certaine mesure l'évolution de la domination militaire française que l'instrument de guerre américain soutient.

À la mi-novembre 1950 une délégation de la CISL conduite par l'Américain Irving Brown, représentant de l'AFL en Europe, mène une enquête sur la situation sociale et syndicale dans ces trois pays d'Afrique du Nord<sup>34</sup>. Le mouvement syndical unifié condamne les tentatives des puissances coloniales de maintenir un statu quo international. Les dirigeants syndicaux américains restent convaincus qu'un syndicat libre doit évoluer et se développer dans une démocratie<sup>35</sup>. Le mouvement syndical dénonce la politique africaine des États-Unis lors de la conférence du National Trade Union Committee for Racial Justice, tenue le 11 et 12 novembre 1955<sup>36</sup>. Des délégués demandent au représentant américain à l'ONU d'appuyer les régimes démocratiques indépendants en Afrique basés sur l'égalité de tous les citoyens, et appellent les syndicats américains à apporter leur assistance aux syndicats libres en Afrique, en personnel, en matériel et en argent<sup>37</sup>. Cet appel s'est concrétisé en 1957

---

<sup>32</sup> Abdesslem Ben Hamida, Le syndicalisme tunisien de la Deuxième Guerre mondiale à l'autonomie interne, (Tunis : Publications de l'Université de Tunis, 1989), p. 337.

<sup>33</sup> Ibid.

<sup>34</sup> Ben Hamida, p.338.

<sup>35</sup> John P. Wind Muller, "Foreign Affairs and the AFL-CIO", Industrial Labor Relations Review, Vol.9, N°3, April 1956, p. 427.

<sup>36</sup> Africa Today, Vol.2, N°o.5, November-December 1955, Section News, "Labor Leaders Hit at US African Policy", p.5.

<sup>37</sup> Ibid.

par l'octroi d'une somme de trente cinq mille dollars à la Fédération du Travail du Kenya. Ce geste de coopération entre l'AFL-CIO et les travailleurs africains a eu un impact déterminant sur le mouvement du syndicat libre en Afrique<sup>38</sup>. Le premier mai 1958, le Conseil exécutif de l'AFL-CIO

Pledges its support to the democratic forces in South Africa to those organizations working for the creation of a country which will not be divided by racial differences and which will not be victimized by economic exploitation<sup>39</sup>.

Dès les années 1951-1952, l'apport de l'AFL au mouvement syndical libre en Tunisie commence à se manifester. La reconnaissance de l'Union Générale des Travailleurs tunisiens (UGTT), par le CISL, lors du Congrès du juillet 1953 à Stockholm, résulte du soutien des syndicats américains<sup>40</sup>. L'AFL appuie publiquement le peuple tunisien dans sa lutte contre l'occupation française. Au mois de en juillet 1954, son président, Irving Brown exprime

la totale solidarité de tout [...] américain et de tout le peuple américain dans la lutte menée par les organisations syndicales tunisiennes pour atteindre leurs objectifs qui sont finalement [...] la liberté et l'indépendance nationale<sup>41</sup>.

Le premier président de l'AFL-CIO, George Meany assure plus tard ses collègues tunisiens qu'il continuera à exercer la pression sur son gouvernement pour qu'il use de toute son influence en faveur d'une restauration rapide de l'indépendance et de la liberté nationale de la Tunisie<sup>42</sup>. Ce groupe de pression a en définitive joué un rôle appréciable dans le développement d'un syndicalisme libre en Tunisie coloniale.

---

<sup>38</sup> "AFL-CIO Makes Grant to Kenya Labor Federation", Africa Today, September-October, 1957, p.2.

<sup>39</sup> "AFL-CIO Hits Apartheid," Africa Today, May-June 1958, p. 24.

<sup>40</sup> Lacroix Riz, p.218.

<sup>41</sup> Ibid. p. 219.

<sup>42</sup> Ibid.

La propagande menée par l'AFL en faveur du syndicat nationaliste tunisien et le succès de ce dernier sur la scène internationale devaient se reproduire au Maroc. Washington soutient encore une fois l'adhésion de l'Union Marocaine du Travail (UMT) à la Confédération Internationale des Syndicats Libres le 16 mai 1955, quoique déclarée illégale par l'administration française jusqu'à l'indépendance du Maroc. Cette fois-ci les autorités françaises dénoncent les intentions des syndicats américains qu'ils accusent de vouloir créer "un syndicalisme marocain autonome, qui serait plus ou moins leur client comme le syndicalisme tunisien"<sup>43</sup>.

Les événements d'après-guerre ont convaincu les dirigeants syndicaux américains d'accroître leur intégration au sein des différents services du département d'État et les agences gouvernementales. La participation accrue des syndicats dans la formulation de la politique étrangère américaine est devenue nécessaire dans le contexte de la guerre froide. Les présidents de l'AFL et du CIO ainsi que leurs collaborateurs suivent de près les péripéties de cette politique. Les États-Unis cherchent par l'intermédiaire de ces syndicats une influence dans les pays colonisés. L'administration américaine favorise la désignation des membres du conseil exécutif de l'AFL-CIO dans les délégations américaines en visite à l'étranger, et dans certaines ambassades<sup>44</sup>. De même il se trouve toujours un membre syndicaliste au sein de la délégation américaine à l'assemblée générale des Nations Unies.

Nonobstant cette position privilégiée au sein des instances décisionnelles du gouvernement, l'influence du mouvement syndical sur la politique étrangère américaine en matière de politique anticolonialiste reste sans grande envergure<sup>45</sup>. Le mouvement n'apporte aucune contribution pratique au processus de la formulation de la politique étrangère, quoiqu'il considère qu'elle manque de rigueur. Les représentants syndicaux au sein des structures administratives du Département d'État ne sont pas imposants de par leurs qualifications inconsistantes, pour un domaine d'expertise<sup>46</sup>.

<sup>43</sup> Ibid. p. 223.

<sup>44</sup> Wind Muller, "Labor: A Partner in American Foreign Policy", p.111.

<sup>45</sup> Ibid. Voir également "Foreign Affairs and the AFL-CIO", Industrial and

Labor Relations Review, Vol.9, N°.3, April 1956, pp.419-432.

<sup>46</sup> Ibid.

Dès 1953, l'American Committee on Africa, fondé à New York, regroupe plusieurs organisations et un certain nombre d'intellectuels américains et étrangers<sup>47</sup>. Ce comité prend la défense des peuples colonisés d'Afrique dans leurs luttes contre les puissances coloniales européennes, et supporte l'émergence d'États démocratiques et indépendants. Les membres de ce comité, conscients du sous-développement des peuples soumis, considèrent comme un devoir moral d'assurer leur responsabilité envers cette partie de l'humanité. Leur but est de soutenir l'émergence et la restauration d'États africains souverains et démocratiques, loin de tout racisme, et de mettre fin à la pauvreté et à l'ignorance dont souffrent ces peuples<sup>48</sup>.

Le Comité, présidé le révérend Donald Harrington, a également comme objectif principal l'information du peuple américain à travers son bulletin, Africa Today, qui devient en 1960 une revue mensuelle. L'information porte sur la situation qui prévaut en Afrique tant sur le plan politique, qu'économique, afin de mener une action américaine intelligente et constructive en faveur des peuples de ce Continent<sup>49</sup>. Les actions du Comité s'opèrent en coordination avec celles de plusieurs autres groupes tels que la NAACP, la Ligue Internationale pour les Droits de l'Homme, le CIO, le Community Church, la Women's International League for Peace and Freedom, la National Ethical Union, l'American Jewish Labor Committee<sup>50</sup>. Elles concernent notamment la promotion et le développement des programmes d'aide aux étudiants africains aux États-Unis, l'organisation des réunions d'information et de propagande, et la participation aux débats sur l'Afrique aux Nations Unies, en tant qu'organisation non gouvernementale. Le statut du Comité, obtenu en juillet 1955, lui permet de discuter et de suggérer aux délégués américains et aux autres membres de l'ONU, des politiques concernant les affaires africaines. Les activités du Comité débutent par

---

<sup>47</sup> Nous citons entre autres, "The Community Church of New York, The International League for the Rights of Man, The NAACP, Dr. Rayford Losan, of Howard University, Harold Isaacs, of MIT, George Houser, of the Fellowship of Reconciliation, Dr. Homer Jack, of the First Unitarian Church of Evanston, Will Maslow, of the American Jewish Congress, J.J. Singh, of the Indian League...etc".

<sup>48</sup> Africa Today, Vol.1, N°.1, April 1954, p.1.

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> Africa Today, Vol.1, N°.4, October-November 1954, p.2.

l'organisation le 30 avril 1954, à New York, d'une conférence d'information à l'intention du public américain. Le thème choisi est très significatif "Is colonialism dying in Africa<sup>51</sup>? " Les conférenciers donnent des informations et témoignages recueillis lors de leurs récents voyages en Afrique. Le premier juin de l'année suivante, le Comité lance un "projet de fonds" pour subvenir aux besoins pressants de l'Afrique<sup>52</sup>.

Devant le soutien constant de la délégation américaine à l'ONU aux alliés européens de l'OTAN, les membres du Comité décident d'ajouter à leur programme d'actions une activité politique en plus de l'éducation et de l'information: "the ACOA should be permitted to take public positions on political issues arising in connection with any colonial problems in Africa and to express the Committee's views on Africa<sup>53</sup>". Dans ce contexte, une lettre, signée par 27 personnalités, est envoyée le 3 décembre 1955 à Henry Cabot Lodge, JR., et aux représentants permanents américains aux Nations Unies, leur demandant d'entreprendre une nouvelle politique africaine<sup>54</sup>.

Certains membres du Congrès américain se sont intéressés individuellement ou en groupe au problème de décolonisation en Afrique, et ce pour diverses raisons. Les démocrates, à l'image du sénateur Kennedy en 1957 et Mansfield en 1958, reprochent à l'administration républicaine son manque d'engagement aux côtés des mouvements de libération, au profit des alliés européens. Ils se sont considérés comme les défenseurs des peuples opprimés et proposent une politique anticoloniale plus décisive. Cependant, quelques républicains avertis craignent que l'attitude complaisante du Département d'État envers les puissances coloniales européennes en Afrique ne nuise au prestige et aux rapports futurs des États-Unis avec les peuples de ce continent. Plusieurs sénateurs et représentants du peuple soutiennent publiquement ou au sein des Comités et Sous-comités des affaires étrangères du Sénat et de la Chambre des représentants, l'indépendance des pays africains.

---

<sup>51</sup> Ibid.

<sup>52</sup> Ibid. p. 10.

<sup>53</sup> Africa Today, Vol.1, N°.2, June-July 1954, p.1.

<sup>54</sup> Ibid. Vol.2, N°.5, November-December 1955, p.12.

Jacob Javits, représentant de l'État de New York, a très tôt soutenu l'autodétermination des peuples africains. Il introduit le 5 juillet 1954 à la Chambre des représentants une résolution demandant au gouvernement américain d'appuyer et de reconnaître les droits légitimes de ces peuples opprimés à l'indépendance

Our nation's policy encourages legitimate efforts toward independence and self-government among those people.... This must be the strength of our position in former colonial and underdeveloped areas.... We should be sure not to repeat the mistakes in Africa that are costing the free world so dearly in Southeast Asia<sup>55</sup>.

### À la Révolution algérienne

"By tradition the spirit of "76" dictates our professions, but by strategy the spirit of compromise with the European colonial powers governs our conduct<sup>56</sup>". Après la deuxième Guerre mondiale, le conflit entre d'une part ce qui est perçu comme raison d'état et la solidarité occidentale et d'une autre le respect de l'idéologie anticoloniale et les traditions historiques de la nation américaine entrave sérieusement la politique extérieure des États-Unis. Il existe une opposition entre "la moralité et l'intérêt d'état", entre "l'idéalisme et le pragmatisme", et entre "le passé pionnier de l'Amérique et son avenir en tant que grande puissance<sup>57</sup>". La politique de la droite américaine défavorable d'une manière générale à la question algérienne a permis au bloc communiste d'en tirer largement profit<sup>58</sup>.

---

<sup>55</sup> Africa Today, Vol.1, N°3, August-September 1954, p.5.

<sup>56</sup> Roger N. Baldwin, "U.S Policy Towards Africa", Africa Today, Vol.2, N°5, November-December 1955, p. 9.

<sup>57</sup> Ruedy, p.135.

<sup>58</sup> Léo Bogart, "A Study of the Operating Assumptions of the United States Information Service", The Public Opinion Quarterly, Vol.XIX, N°.4, winter 55-56, pp. 369-379.

Ainsi durant toute la période de la révolution algérienne, le Parti Républicain, sous la direction de Dwight Eisenhower, refuse de reconnaître au peuple algérien le droit à l'autodétermination face à son allié de l'OTAN. La position française en Algérie, endossée par les États-Unis, ressemble, dans une certaine mesure, à la position de la Grande-Bretagne pendant la guerre d'indépendance américaine. Les États-Unis soutiennent un fait colonial qu'ils ont eux-mêmes rejeté à la fin du dix-huitième siècle, après une lutte sanglante contre la patrie européenne<sup>59</sup>. L'opinion publique reste sans effet sur le processus de décision gouvernemental dans la politique algérienne américaine. La relation, présente ailleurs, est absente dans le cas de la question algérienne<sup>60</sup>. Les réactions populaires aux aventures américaines en Corée, aux Philippines, en Indochine française et plus tard au Vietnam ont obligé les gouvernements à prendre des décisions politiques importantes pour satisfaire l'opinion publique.

L'analyse du processus général de la formulation de la politique étrangère américaine montre que le climat dans lequel l'opinion publique a réagi à la révolution algérienne est défavorable. Le peuple américain reste mal desservi et manipulé par la machine diplomatique américaine qui se trouve plus préoccupée par l'enjeu de la guerre froide et ses prolégomènes que par le problème de la décolonisation. Néanmoins, l'évolution des événements en Algérie a suscité l'intérêt de certains groupes de pression et d'hommes politiques américains qui ont pris de plus en plus connaissance de la réalité algérienne, à partir du moment où celle-ci est devenue un problème de décolonisation majeur à l'échelle internationale.

### **Le soutien du mouvement ouvrier américain**

La menace communiste aux intérêts américains dans la région se confirme à partir de 1958 à travers la collusion communiste avec le

---

<sup>59</sup> Muhammad H. El-Farra, "The Aspirations of the People of French North Africa", The Annals of the American Academy of the Political and Social Sciences, Vol.306, July 1956, p. 14.

<sup>60</sup> James N. Rosenau, Public Opinion and Foreign Policy, an Operational Formulation, (New York, Random House, 1961), p. 21.

GPRA. Le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, reconnu, rappelons-le, par un grand nombre de pays notamment du bloc de l'Est, participe à plusieurs rencontres et conférences internationales<sup>61</sup>. Le GPRA annonce publiquement la signature d'un accord avec la Chine, lui permettant d'acquérir des armes et d'assurer la formation militaire de ses combattants<sup>62</sup>. Cet accord intervient au moment où la question algérienne tient le devant de la scène politique africaine, et domine les débats des réunions de l'Organisation des États Indépendants Africains<sup>63</sup>. L'événement reste très significatif dans la perspective des relations futures du continent africain avec la Chine. D'ailleurs, les relations entre l'Algérie et la Chine provoquent plus tard des répercussions profondes sur le reste de l'Afrique. Aux États-Unis, le rapprochement algérien avec le bloc de l'Est divise l'opinion publique américaine. Le gouvernement américain réadapte progressivement sa politique algérienne à partir de 1958 sans convaincre. La délégation américaine traduit cette nouvelle attitude par une abstention lors du vote sur la résolution onusienne portant sur la reconnaissance du peuple algérien à l'indépendance, et la recommandation des négociations entre les deux parties, et son soutien à la médiation Tuniso-Marocaine entre la France et les nationalistes algériens<sup>64</sup>.

Pourtant, dès le début de la révolution des voix se sont élevées aux États-Unis pour demander au gouvernement d'adopter une politique claire de décolonisation à travers un mouvement de soutien à l'indépendance de l'Algérie qui s'est par la suite laborieusement développé jusqu'à la fin des événements. Les dirigeants des mouvements ouvriers américains, les Démocrates libéraux et les portes-parole des groupes ethniques et religieux ont suivi attentivement le déroulement des événements en Algérie, et se sont informés sur la teneur des actions de ceux qu'ils identifieront plus tard comme des combattants de la liberté<sup>65</sup>.

---

<sup>61</sup> Lorna Hahn, North Africa: Nationalism to Nationhood, (Washington DC., Public Affairs Press, 1960), p. 111.

<sup>62</sup> Africa Today, Vol.6, May-June 1959, p. 4.

<sup>63</sup> Ibid.

<sup>64</sup> "U.S., Africa, and the U.N.", Africa Today, January- February 1958, pp. 9-14.

<sup>65</sup> Lorna Hahn, North Africa: Nationalism to Nationhood, p. 111.



La NAACP et certains groupes et dirigeants noirs<sup>66</sup>, affichant un appui moral constant au peuple algérien, réitérèrent leur soutien lors de la tenue de sa cinquantième convention<sup>67</sup>. Même si, selon la conception de Du Bois du nouveau monde africain, la partie Nord de l'Afrique est curieusement reliée à l'Europe,

Yet it is clear that for the development of Central Africa, Egypt should be free and independent, while Morocco, Algeria, Tunis and Tripoli must become a part of Europe, with modern development and home rule<sup>68</sup>.

Très tôt, les travailleurs américains à travers leurs syndicats s'empresstent de soutenir leurs collègues algériens dans leur lutte libératrice. Les syndicats américains, contrairement à leur gouvernement, ne reconnaissent pas le statut d'une Algérie française. Cette décision provient de la volonté des dirigeants de l'AFL-CIO de promouvoir le développement d'un mouvement syndical libre en Algérie.

---

<sup>66</sup> Selon Paul J. Zingg in "The Cold War in North Africa: American Foreign Policy and Postwar Muslim Nationalism, 1945-62", p. 56, "The Eisenhower Library contains a greater volume of papers relating to North African topics, although the bulk of these holdings refer to the World War II experience and are listed primarily with the Mark Clark Papers. Telegrams and letters to the White House and State Department from such diverse groups as the NAACP, Post War Council, United African Nationalist Movement, Italians for Tunisia, Methodist Peace Commission, American Association for the United Nations, and the National Affairs Committee for the City Club of Chicago urged the United States to support UN consideration of North Africa issues. Calling upon the United States, for example, to "ally herself with the 500 000 000 African peoples, to gain the confidence of the African peoples of the world, [and] to make a commitment to the African Nationalist leaders here and in Africa for the liberation of their homeland, "these group petitions often were supplemented with letters from individual American citizens and correspondence from such Muslim organizations as the Committee for the Freedom of North Africa, World Muslim Conference, and the Moroccan and Tunisian National Movement offices in New York".

<sup>67</sup> "The War in Algeria", Africa Today, Vol.6, September 1959, p.5.

<sup>68</sup> W. E. Du Bois, Darkwater, Voices from within the Veil, (London, 1920), pp.65-74.

L'ancien président du CIO, Walter P. Reuther, a envoyé une lettre de protestation au Secrétaire d'État américain contre la discrétion entretenue autour de la vente d'hélicoptères militaires américains à la France pour utilisation en Algérie<sup>69</sup>. Une réponse, peu convaincante, lui a été donnée par le député Sous-secrétaire d'État Robert Murphy. Cependant, Reuther suggère dans une déclaration faite à Paris le 29 août 1955, que les États-Unis jouent le rôle de médiateur dans la crise nord-africaine, et que l'aide militaire ne doit être apportée à aucun des belligérants. Le CIO est contre le colonialisme, mais dans l'actuel état des choses en Afrique du Nord "we are opposing to intervening both ways"<sup>70</sup>.

Les syndicats américains sont partisans du développement des tendances démocratiques en Algérie, à l'instar des deux pays voisins. Cette mission est attribuée à Irving Brown, un "anticolonialiste de choc"<sup>71</sup>, qui a établi des contacts avec les Algériens Mezerna et Kiouane avant le déclenchement de l'insurrection de 1954<sup>72</sup>. Ces contacts se sont poursuivis après cette date à la demande des Algériens installés à Tunis.

Irving demande à l'AFL-CIO de recommander aux États-Unis de soutenir les mouvements nationalistes en Afrique du Nord et de les aider économiquement en vue d'établir des négociations politiques directes<sup>73</sup>. D'ailleurs en mai 1956, le gouverneur général d'Algérie lui interdit l'entrée en Algérie, lui reprochant d'encourager le sentiment anti-Français parmi les travailleurs musulmans, et lui fait savoir que sa présence pourrait cristalliser un sentiment latent anti-Américain des Européens<sup>74</sup>. Il l'accuse également de vouloir remettre "one million dollars of AFL-CIO money to the rebels"<sup>75</sup>.

Irving Brown révoque cette décision qu'il considère irréfléchie et lourde de conséquences non seulement pour la France mais aussi pour

---

<sup>69</sup> John P. Wind Muller, "Foreign Affairs and the AFL-CIO", p. 427.

<sup>70</sup> New York Times, August 30, 1955, p.19.

<sup>71</sup> Albert Paul Lentin, "GPR: offensive diplomatique", Historia Magazine, N°283, 29 janvier 1973, p. 1977.

<sup>72</sup> Judith E. France, "AFL-CIO Foreign Policy: An Algerian Example, 1954-1962", p. 105.

<sup>73</sup> New York Times, November 22, 1956, p. 13.

<sup>74</sup> New York Times, May 10, 1956, p.1.

<sup>75</sup> Judith E. France, p. 119.

tout le monde libre. Dans son article "Algerians die for freedom - not Moscow", il prend la défense des peuples opprimés d'Afrique du Nord, et appelle l'opinion publique américaine à les soutenir contre le colonialisme français

Those people, in areas such as North Africa, who are now attempting to achieve their self-determination, should not be characterized as representing a religious or Muslim or fanatical nationalistic movement. They are people who have taken their heritage from the heritage of Western Europe, and what we may even call the Atlantic community. These are the people who, whether they are Algerian, Tunisian, or Moroccan, have gone to the schools of France, and to the French schools of Northern Africa, and who, having inherited a tradition of liberal thought in terms of the French revolution, have taken to heart the words of Robespierre, who said that "the task of France was to sow republics everywhere"<sup>76</sup>.

L'image que donne Irving sur les nationalistes de la région, notamment les Algériens, contredit totalement celle présentée et soutenue par la machine diplomatique et les médias français aux États-Unis. L'identification de ces nationalistes comme des défenseurs de valeurs et principes occidentaux reste un défi pour le peuple américain, "these ideas of freedom and self-determination have come from our world, and if we permit these words now to be thrown back into our teeth and exploited by the representatives of Moscow, then we will all be doomed"<sup>77</sup>. Le peuple et le gouvernement américains doivent nécessairement aider au développement de l'élan révolutionnaire et des idées libérales dans cette partie du monde.

It is our job, and the job of the American trade union movement, not to hold back the clock of history, but to try with everything in our power to guide these movements into the channels of freedom and democracy. It is with this spirit and with this

---

<sup>76</sup> Irving Brown, «Algerians Die For Freedom - Not Moscow», "Africa Today", Vol.3, N°.4, July-August 1956, p. 6.

<sup>77</sup> Ibid.

approach that we in the trade union movement have been trying to make our contribution<sup>78</sup>.

Malgré l'obstacle français, l'AFL-CIO continue son soutien au mouvement syndicaliste algérien. Georges Meany proteste au nom de l'AFL-CIO contre l'utilisation de l'équipement militaire de l'OTAN par la France<sup>79</sup>. En juillet 1956, le syndicat américain appuie l'admission de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA), une branche du FLN, au CISL<sup>80</sup>. Le trésorier général de cette confédération, Strauss se rend le 7 janvier 1959 à Tunis pour resserrer les liens de son organisation avec les syndicalistes algériens<sup>81</sup>. Cette initiative permet à l'UGTA de faire connaître la question algérienne dans le milieu syndical international.

En 1959, l'AFL-CIO profite de la décision du gouvernement américain de permettre aux membres du FLN d'assister aux débats de l'assemblée générale de l'ONU sur la question algérienne, pour inviter des syndicalistes algériens à séjourner aux États-Unis et assister à ses réunions. En effet, selon Brace Richard et Joan, "after 1959, the UGTA was represented by an observer at each AFL-CIO convention until 1962<sup>82</sup>". Lors de la convention 1960, le conseil exécutif de l'AFL CIO réaffirme la nécessité de mettre fin au colonialisme en Afrique et en Algérie en particulier parce que:

This provides fertile soil for Communist subversion of the heroic Algerian struggle and opportunities for intrusion by Soviet imperialism with the possible consequent result of all North Africa falling under the yoke of the most ruthless colonialism in modern history<sup>83</sup>.

Les dirigeants syndicalistes sont conscients que leurs tentatives, "to change the U.S. official opinion from support of France to support of

---

<sup>78</sup> Ibid.

<sup>79</sup> New York Times, September 5, 1956, p.11.

<sup>80</sup> Gallagher, The United States and North Africa, p. 133.

<sup>81</sup> Lentin, "GPRA: offensive diplomatique", p. 1977.

<sup>82</sup> Cité par Judith E. France, p. 143.

<sup>83</sup> Cité par Judith E. France, p. 147.

Algeria was going to require a great deal more time. The U.S. appeared entrenched in its support of France<sup>84</sup>".

### **Le Comité américain sur l'Afrique.**

Parmi la composante de cette opinion publique dénonçant la présence Française en Algérie on retrouve le très actif American Committee on Africa. Ce Comité a consacré beaucoup d'efforts dans le but d'attirer l'attention du peuple américain et faire valoir sa position favorable à l'indépendance de l'Algérie. Son programme consiste à organiser des conférences, des manifestations culturelles, et des déclarations périodiques sans toutefois participer aux manifestations de protestations, ce qui reste peut être sa seule faiblesse<sup>85</sup>.

Le 20 mars 1955 L'ACOA réagit énergiquement à la déclaration de l'ambassadeur américain C. Douglas Dillon à Paris sur la politique algérienne de son gouvernement. Dans une lettre adressée au Président Eisenhower, le président de l'ACOA Donald Harrington écrit:

We believe that it is a mistake for the United States so unreservedly to support the legal fiction that Algeria is a Department of France.... While the United States cannot support armed rebellion on the part of the Algerians, it should not earn the undying enmity of the Algerians by allowing U.S. arms and the weight of U.S. prestige to be used by the French in suppressing the Algerians.... The United States is actually increasing the prospect of violence by perpetuating the myth that France can retain its domination over the people of Algeria while giving freedom to Morocco and Tunisia.... If we stand for freedom...this warfare may be averted<sup>86</sup>.

L'éditorialiste de la revue Africa Today, souligne dans un article intitulé, "Freedom Versus Colonialism", que la France a elle-même reconnu l'utilisation des hélicoptères américains contre des combattants qui n'ont que l'indépendance de leur pays pour objectif. Selon lui, le

---

<sup>84</sup> Ibid., p. 124.

<sup>85</sup> Africa Today, May-June 1956, pp.12-13.

<sup>86</sup> Ibid., p. 13.

soutien américain au colonialisme français fait l'objet d'accusations et critiques de tous les peuples épris de justice, ce qui remet en question le dévouement traditionnel de l'Amérique pour la liberté et réduit sa position et son prestige dans le monde<sup>87</sup>. Ainsi le rôle que les États-Unis doivent assumer dans la question Algérienne se trouve au centre des débats et réflexions des membres de l'ACOA. George Shepherd, membre du Conseil éditorial de la même revue, écrit: "Nous savons parfaitement que les Algériens ne seront jamais de bons Français. Ils auront leur indépendance un jour. Il est cependant malheureux que nous ne pourrions pas dire que nous les avons aidés dans leur lutte<sup>88</sup>". Dans le même contexte, il ajoutera :

If we are to have any strength and influence in North Africa and the world of tomorrow, we should stop trying to straddle the fence, and accept once and for all the fact that Algeria is going to be an independent country, run by the Algerians. Such a stand by America would provide the charismatic shock that the French need to introduce a fresh and vital approach to their position in Algeria<sup>89</sup>.

Dans son effort d'information, l'ACOA relate les circonstances ayant entouré le détournement de l'avion marocain transportant les cinq nationalistes algériens, et proteste contre ce qu'il qualifie de tricherie politique. Une lettre est envoyée au Président américain lui demandant vivement d'intervenir auprès de la France afin d'épargner la vie de ces personnes et d'œuvrer pour leur libération<sup>90</sup>.

Agissant en tant qu'organisation non gouvernementale accréditée à l'Organisation des Nations Unies, l'ACOA introduit durant les sessions publiques deux motions de soutien à l'indépendance d'Algérie, à la veille de l'ouverture des débats sur ce pays. La première signée par seize membres du Congrès américain, et la seconde par

---

<sup>87</sup> Browne, "Freedom versus Colonialism", Africa Today, Vol.2, N°3, July-August 1955, p. 17.

<sup>88</sup> Ibid., Vol.3, N°1, January-February 1956, pp. 2-3.

<sup>89</sup> George W. Shepherd, "Algeria at War", Africa Today, Vol. 3, N°. 6, November-December 1956, pp. 9-11.

<sup>90</sup> Ibid., N°1, November-December 1956, p. 13.

quarante-six personnalités américaines<sup>91</sup>. Les membres de l'ACOA, conscients du fait que si dans le passé l'héritage anticolonial des États-Unis a servi leur réputation, à présent leur réputation dépend de leurs actions. C'est ainsi qu'ils agissent dans le but d'accommoder la politique américaine avec les revendications et les espoirs des deux tiers de la population mondiale, et de prouver l'intérêt que les citoyens américains portent au destin des peuples opprimés, notamment en Afrique<sup>92</sup>.

Cette vision du monde a amené les membres du Comité à demander au gouvernement américain dans un article, intitulé "The Seventh Year of War",

1) to ban the use of NATO equipment in Algeria; (2) to encourage new negotiations to break the deadlock and to achieve a cease-fire; (3) to support in the United Nations the implementation of the principle of self-determination by a plebiscite conducted among all of the people of Algeria to decide their future status. This plebiscite, arranged in consultation with all interested parties, should be held under international supervision to guarantee a free vote<sup>93</sup>.

Et finalement, "to act as a friend, both of France in seeking an international solution, and of all the African people who support Algerian self-determination, would be a wise and constructive role for the United States<sup>94</sup>". Devant la détérioration de la situation en Algérie, le Directeur exécutif du Comité, M. Houser, appelle l'Organisation des Nations Unies à agir afin de stopper "le bain de sang"<sup>95</sup>.

Reconnaissant à juste titre les efforts considérables consentis par l'ACOA, le président du GPRA, Ferhat Abbas lui adresse un message de remerciements,

---

<sup>91</sup> Ibid., June 1960, p. 10.

<sup>92</sup> Ibid., November 1960, p. 3.

<sup>93</sup> Ibid., pp. 3-4.

<sup>94</sup> Ibid.

<sup>95</sup> New York Times, March 16, 1956, p.34.

[...] Allow me to take the occasion to reiterate to your Committee my admiration for the noble efforts you are making to commit the policy of your country in this direction, in favor of Africa and its total emancipation, to the development of friendly and fruitful ties between the American people and the peoples of Africa<sup>96</sup>.

La sympathie manifestée par certains sénateurs et membres de la Chambre des représentants à l'égard de la question algérienne a eu des retombées positives dans les milieux publics et gouvernementaux américains. Les interventions publiques des membres du congrès<sup>97</sup> devant les comités des affaires étrangères du Sénat et de la Chambre ont éveillé la conscience du citoyen américain sur la nature coloniale du conflit. Les citoyens par des organisations et représentants interposés commencent à dénoncer l'attitude préjudiciable de leur gouvernement.

Plusieurs sénateurs se distinguent par leur bonne vision de la perspective des événements en Algérie et appellent à l'urgence d'une nouvelle politique algérienne américaine, plus réaliste. Le sénateur

---

<sup>96</sup> Africa Today, April 1961, p. 9.

<sup>97</sup> En 1959, 16 parlementaires ont adressé au gouvernement américain une pétition dans laquelle ils

1) proposent que le gouvernement américain s'engage à intervenir afin d'amener le conflit algérien à une fin juste, non seulement pour des raisons pacifiques et humanitaires, mais pour poser des jalons de bonnes relations entre une Algérie libre et le peuple américain et son gouvernement dans les années à venir.

2) réclament publiquement une paix négociée entre les deux parties.

3) recommandent au gouvernement d'offrir aux réfugiés algériens certains surplus de denrées alimentaires et aux étudiants algériens certaines bourses. Hugh J. Addonizio (New Jersey), Victor Anfuso (New York), Edward P. Boland (Massachusetts), Richard Bolling (Montana), Charles A. Boyle (III.), Frank Clark (Pennsylvania), Byron Johnson (Colorado), George Kasem (California), William Meyer (Vermont), Robert Nix (Pennsylvania), Charles O. Porter (Oregon), Adam C. Powell (New York), Henry Reuss (Wisconsin), James Roosevelt (California), Frank Thompson (New Jersey), and Leonard Wolf (Iowa). Voir El-Moudjahid, No.48, 17 août 1959, Vol.2, pp.407-408.



républicain de la Californie William F. Knowland considère certaine la chute certaine du colonialisme français dans la région. Il souligne que "la France manque de vision politique en Afrique du Nord, et il est inévitable que les Algériens gagnent leur indépendance"<sup>98</sup>. Tandis que le sénateur démocrate Hubert H. Humphrey déclare que "la sécurité de tout le monde occidental se trouve en danger par le prolongement d'une guerre coloniale futile. Le partenaire de l'alliance atlantique peut être mieux renforcé en affrontant la réalité des choses en Algérie plutôt que de nourrir des illusions"<sup>99</sup>.

Dans le cadre d'une médiation dans le conflit franco-tunisien entreprise par le Conseil de Sécurité, le sénateur démocrate Mike Mansfield observe:

Il devient clair qu'aucun accord n'est possible entre la France et la Tunisie sans parvenir un règlement juste et durable au problème algérien. Celui-ci reste la clé de la situation critique en Afrique du Nord; c'est la clé de la préservation de l'amitié arabe avec l'occident; c'est la clé de la continuité des relations commerciales entre l'Europe et l'Afrique Méditerranéenne; et c'est la clé de la stabilité politique en Afrique du Nord<sup>100</sup>.

Les intérêts américains en Méditerranée et l'importance stratégique de l'Afrique du Nord pour le monde occidental obligent les États-Unis à agir en vue de mettre fin au conflit qui dans son développement pourrait faciliter l'émergence du mouvement communiste dans la région. C'est dans cette perspective que plusieurs sénateurs, et représentants tels que, Charles Porter, Charles C. Diggs, Adam Clayton Powell, Jennings Randolph et Frank E. Moss pressent le président Eisenhower d'intervenir auprès de la France.

Dans ce contexte, et à l'issue d'un voyage en Afrique au début de janvier 1959, le sous-secrétaire d'État adjoint américain aux affaires africaines, John Sutterthwaite souligne, dans un rapport adressé au

---

<sup>98</sup> Mike Mansfield, "Buffer or Channel, Crisis in North Africa," *Africa Today*, March-April 1958, pp.16-20.

<sup>99</sup> Hubert H. Humphrey, "U.S., Africa and the United Nations", *Africa Today*, January-February 1958, p. 9.

<sup>100</sup> Mansfield, "Buffer or Channel: Crisis in North Africa", p.18.

Président Eisenhower que le soutien américain à la France dans la guerre d'Algérie nuit beaucoup aux intérêts américains dans le continent africain. Selon Paul Lentin, ce rapport suggère que le gouvernement américain fasse pression sur les autorités françaises pour que ces derniers mettent fin au conflit algérien<sup>101</sup>.

Charles C. Diggs, Jr., membre du Comité sur les affaires étrangères à la Chambre des représentants constate, lors de la Conférence d'Accra de 1959, que contrairement à l'Union Soviétique, "les États-Unis ont raté toute éventuelle influence sur le processus du mouvement nationaliste en Afrique". Il ajoute que "les États-Unis vont vers la perte de leurs avantages en Afrique à cause de leur politique dictée par les alliés de l'OTAN"<sup>102</sup>.

Cependant, l'intervention la plus spectaculaire reste sans aucun doute celle du Sénateur John F. Kennedy devant le Sénat le 2 juillet 1957<sup>103</sup>. "The Algeria speech" obtient un impact décisif sur la classe dirigeante américaine. Kennedy demande l'élaboration d'une nouvelle politique algérienne américaine en vue de mettre fin à la guerre. Il souligne que le problème algérien ne peut rester éternellement une affaire intérieure française. Les perspectives de bonnes relations avec l'Afrique du Nord pour les États-Unis et pour la France se trouvent menacées par l'échec français de trouver une solution au problème. Sa proposition de voir les États-Unis agir en médiateur à travers l'OTAN dans le conflit est malheureusement rejetée par Eisenhower et son secrétaire d'État Dulles. Un point de vue que le gouvernement américain prend en considération tardivement dans sa politique étrangère.

## Conclusion

La mobilisation de l'opinion publique américaine en faveur d'une cause dépend de l'enjeu intérêts des citoyens. Cette opinion n'est qu'un "ensemble de points de vue que tiennent les personnes concernant des sujets affectant les intérêts de la communauté"<sup>iii</sup>. Dans un climat de

---

<sup>101</sup> Lentin, "GPRA: offensive diplomatique", p. 1977.

<sup>102</sup> Charles C. Diggs, "Indifferent-or Irresponsible: U.S. Policy on Africa," *Africa Today*, January-February 1959, pp. 20-21.

<sup>103</sup> Mahoney, pp.20-21.

guerre froide, la question algérienne a peu de chance de trouver un soutien populaire massif caractérisé par des manifestations comme ce sera le cas pour la guerre du Vietnam. Plusieurs autres raisons laissent le peuple américain réagir lentement à la question algérienne. L'Algérie ne se trouve pas dans la sphère géopolitique de domination américaine comme la Corée ou Cuba, ainsi ni les intérêts ni la sécurité du pays ne se trouvent donc menacés. Ensuite le peuple américain dans sa majorité a accepté la non-ingérence, articulée par son gouvernement, dans les affaires intérieures de la France. Enfin, la présence d'un partenaire de l'OTAN dans la région garantit l'endiguement du communisme.

Ces éléments ont en partie fait que l'influence de ces groupes sur la formulation d'une politique algérienne américaine est restée limitée. La formation progressive de ces mouvements de soutien au fil des événements n'affecte pas d'une manière radicale la politique extérieure des États-Unis qui reste jusqu'à la veille de l'indépendance fidèle à sa défense des "idéaux démocratiques et de la civilisation", que les nationalistes algériens sont supposés "ne pas posséder". Cependant un changement graduel est observé dans la rhétorique des différents gouvernements successifs des États-Unis envers la révolution algérienne dû essentiellement aux activités et aux pressions continues de ces groupes<sup>104</sup>. Ces groupes de pressions défendent la

---

<sup>104</sup> En 1960 par exemple, 52 professeurs universitaires américains de la région de Boston ont apporté leur appui aux 121 intellectuels français, signataires du manifeste pour le droit à l'insoumission.

moralité, l'idéalisme et les traditions anticolonialistes de la nation américaine dans leurs efforts d'influencer les décideurs de la politique étrangère américaine sur la révolution algérienne.

#### WORKS CITED

Arthur A. E Kirch Jr.. Ideas, Ideals, and American Diplomacy: A History of their Growth and Interaction. (New York: Appleton-Century-Crofts, 1966)

Bernard C. Cohen. The Influence of Non-Governmental Groups on Foreign Policy-Making. (Boston: World Peace Foundation, 1959)

Foster Rhea Dulles. America's Rise to World Power. (New York: Harper and Row, 1963)

James N. Rosenau. Public Opinion and Foreign Policy, An Operational Formulation. (New York, Random House, 1961).

Samuel Huntington. The Common Defense: Strategic Programs in National Politics. (New York: Columbia University Press, 1961)

Simeon Larson, Labor and Foreign Policy: Gompers, the AFL, and the First World War, 1914-1918. (London: Associated University Presses Inc., 1975)

Simon Serfaty. La politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan: les années difficiles. (Paris : PUF, 1986)

Thomas J. Noer, "Non-Benign Neglect: The United States and Black Africa in the Twentieth Century", American Foreign relations: A Historiographical Review, Gerald K. Haines and al., (Westport/Connecticut: Greenwood Press, 1981)

W. E. Du Bois. Darkwater, Voices From Within the Veil. (London: 1920).